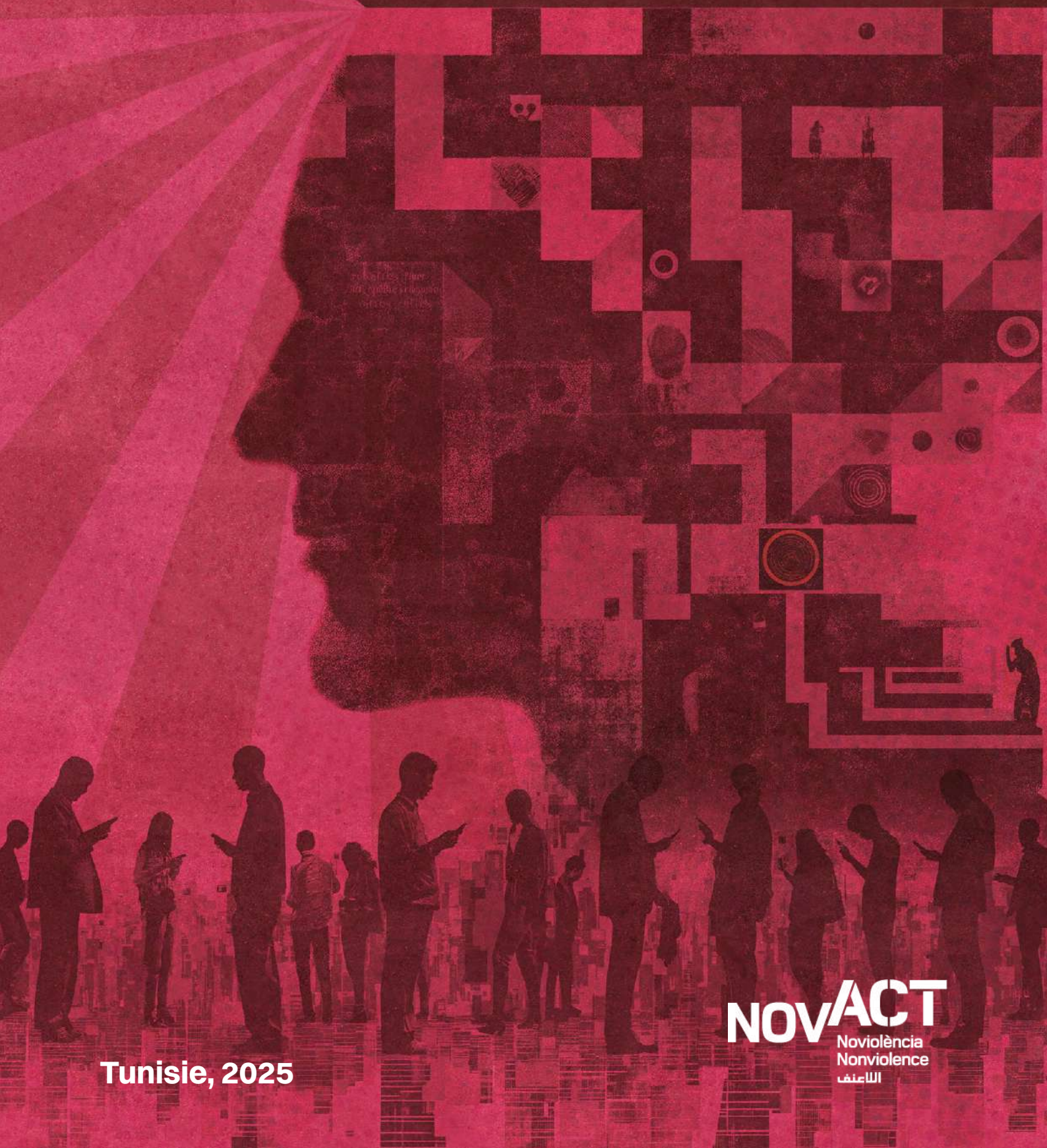
POURQUOI CROIT-ON DES MENSONGES ?

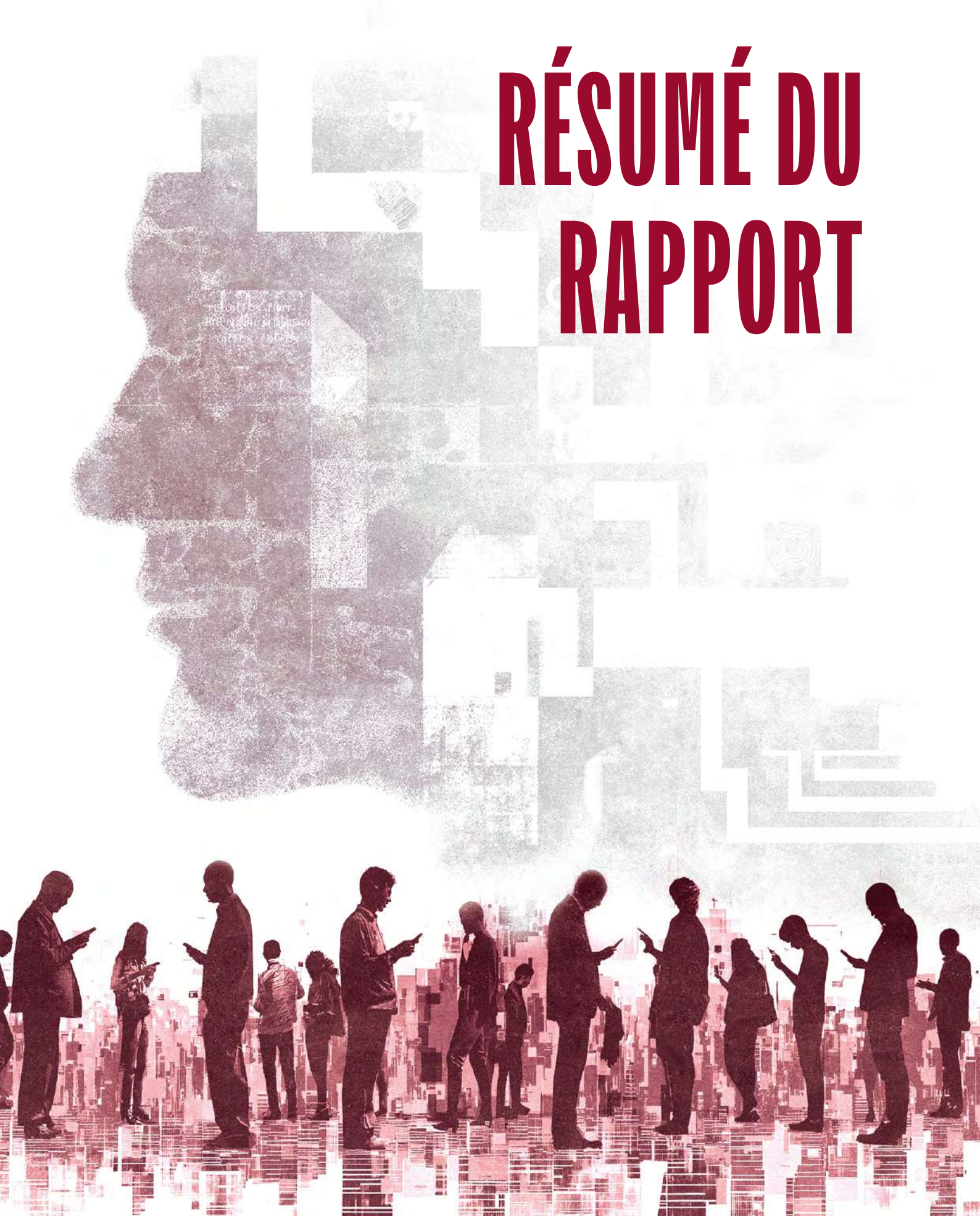
Repenser la construction de la paix à l'ère digitale



Tunisie, 2025

NOVACT
Noviolència
Nonviolence
اللاعنف

RÉSUMÉ DU RAPPORT



À une époque où l'information circule plus rapidement que jamais, la sphère numérique est devenue à la fois un outil de connexion et une arme de division. Ce rapport examine comment la mésinformation et la désinformation sont devenues des menaces mondiales majeures, façonnant les perceptions, influençant les comportements et sapant les fondements mêmes de la paix et de la confiance sociale.

Grâce à une approche interdisciplinaire combinant des connaissances issues de la psychologie, des sciences de la communication et de la consolidation de la paix, cette étude explore comment les récits mensongers s'enracinent, se propagent et influencent les sociétés, en mettant particulièrement l'accent sur la région MENA et la Tunisie.

Les résultats révèlent que la désinformation n'est pas seulement un défi technologique, mais aussi un défi profondément humain. Les biais cognitifs tels que le biais de confirmation, la contagion émotionnelle et l'effet de cadrage poussent les gens à croire et à partager des informations fallacieuses. Les plateformes numériques et les systèmes algorithmiques amplifient ces biais, privilégiant l'engagement plutôt que l'exactitude et créant des chambres d'écho qui polarisent le discours public.

Dans des contextes où la confiance institutionnelle est fragile, comme dans une grande partie de la région MENA, ces dynamiques deviennent un terrain fertile pour la manipulation, érodant le dialogue civique et affaiblissant la résilience démocratique.

Le rapport souligne l'urgence d'intégrer la littératie médiatique, l'éducation aux médias, la pensée critique et la sensibilisation au numérique dans les stratégies de consolidation de la paix. La lutte contre la désinformation nécessite plus que la modération des contenus ou la vérification des faits ; elle exige de donner aux citoyen.ne.s, en particulier aux jeunes, les moyens de reconnaître la manipulation, de s'engager de manière responsable en ligne et de se réapproprier les espaces numériques comme instruments de dialogue et de cohésion.

Comprendre la désinformation ne consiste pas seulement à protéger la vérité, mais aussi à préserver les conditions nécessaires à la paix. Cela nécessite de passer de la réaction à l'anticipation, en créant des sociétés capables de remettre en question, de vérifier et de réfléchir avant que les divisions ne s'enracinent. La prochaine phase de cette lutte sera marquée par l'essor de l'intelligence artificielle, des médias synthétiques et des deepfakes, qui mettront à l'épreuve les limites mêmes de la perception. Pourtant, ces mêmes outils peuvent également être réorientés pour renforcer la vérité, la transparence et l'engagement civique, s'ils sont régis par une intention éthique et une vigilance collective.

Introduction et contexte

La révolution numérique n'a pas seulement transformé la communication, elle a redéfini la notion même de vérité dans la vie publique. À mesure que l'information circule à travers des algorithmes opaques et des réseaux chargés d'émotions, il devient de plus en plus difficile de faire la distinction entre les contenus crédibles et ceux qui sont manipulateurs. Cette évolution a modifié la manière dont les citoyen.ne.s se forgent une opinion, font confiance aux institutions et participent à la vie civique, faisant de l'écosystème de l'information lui-même un champ de conflit critique.

En Tunisie et dans toute la région MENA, ces dynamiques se déroulent dans des contextes sociaux et politiques fragiles, marqués par des transitions, des inégalités et une baisse de la confiance du public. La désinformation devient à la fois un symptôme et une arme : un outil permettant de renforcer la polarisation, de réduire au silence les dissidents et d'affaiblir la responsabilité démocratique. Comprendre comment et pourquoi les fausses informations se propagent n'est donc pas seulement une question de réforme des médias, mais aussi de consolidation de la paix, car l'érosion de la vérité commune nuit directement à la cohésion sociale et la capacité de dialogue collectif.

Les sections qui suivent présentent les principales conclusions de cette analyse, en accordant une attention particulière au contexte tunisien, et se terminent par des recommandations stratégiques visant à intégrer la culture numérique et le contrôle des médias dans les cadres de consolidation de la paix.

Principales conclusions

1. Aspects cognitifs et psychologiques

La désinformation se propage non seulement à cause des systèmes technologiques, mais aussi à cause de la manière dont l'esprit humain traite l'information. Le rapport souligne comment les raccourcis cognitifs et les biais émotionnels influencent la capacité des gens à discerner le vrai du faux.

Des études montrent que les gens ont tendance à croire les informations qui correspondent à leurs convictions préexistantes (un processus connu sous le nom de biais de confirmation) et à rejeter les données qui remettent en question leur vision du monde. Ce mécanisme psychologique est intensifié par l'effet de cadrage, selon lequel la manière dont l'information est présentée (positive ou négative, alarmante ou rassurante) influence fortement la perception et la réaction. Par exemple, des recherches démontrent que les titres formulés de manière négative sont plus souvent partagés sur les réseaux sociaux en raison du biais de négativité, notre tendance innée à nous concentrer sur les contenus chargés d'émotion ou menaçants. Les émotions telles que la peur, la colère ou le dégoût jouent un rôle central dans ce processus. Cette dynamique transforme la désinformation d'une simple erreur cognitive en un phénomène profondément social et émotionnel.

En ce sens, la désinformation n'est pas principalement une question d'ignorance, mais d'identité. Les croyances deviennent des marqueurs d'appartenance, et le rejet des faits peut être considéré comme un acte de loyauté envers le groupe. Pour lutter contre la désinformation, il ne suffit donc pas de corriger les informations erronées, il faut également renforcer la résilience émotionnelle et favoriser les espaces de réflexion, où les individus peuvent s'engager de manière critique sans percevoir le désaccord comme une menace personnelle.

2. Écosystème numérique

L'infrastructure numérique qui définit le paysage actuel de la communication amplifie et accélère ces vulnérabilités cognitives. Les plateformes de réseaux sociaux et les algorithmes de recommandation sont conçus pour maximiser l'engagement, et non la précision. Par conséquent, les contenus qui suscitent des émotions fortes, en particulier l'indignation ou la peur, sont prioritaires dans les flux des utilisateurs, créant ainsi des chambres d'écho où la désinformation prospère.

L'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique ont encore intensifié ce défi. Si l'IA peut générer des contenus faux mais convaincants (tels que les deepfakes), elle offre également des solutions potentielles pour la détection et la modération. Les recherches menées par Pennycook et Rand (2021-2022) suggèrent que de petites incitations cognitives, telles que le fait d'inviter les utilisateurs à évaluer l'exactitude des informations, peuvent réduire le partage de fausses informations, tandis que des outils d'IA réflexifs peuvent encourager les utilisateurs à remettre en question leurs propres hypothèses. Cette dualité souligne la nécessité urgente de réglementer et de concevoir les systèmes d'IA de manière éthique, en veillant à ce qu'ils renforcent la pensée critique plutôt que d'exploiter la réactivité émotionnelle.

Le rapport souligne également la montée en puissance des manipulations générées par l'IA dans le contexte de la région MENA. Les deepfakes, les vidéos manipulées et les documents falsifiés circulent largement, parfois dans le but de discréditer des personnalités publiques ou des institutions. L'alerte lancée en janvier 2025 par le Conseil national de l'Ordre des médecins (CNOM) en Tunisie concernant une vidéo deepfake faussement attribuée au professeur Moncef Hamdoun illustre ce risque croissant.

L'écosystème numérique est donc à la fois un champ de bataille et un instrument potentiel de consolidation de la paix : il peut amplifier les divisions ou promouvoir un dialogue éclairé, selon la manière dont les plateformes sont gérées et dont les utilisateurs sont responsabilisés.

3. Dynamiques régionales et nationales

Dans la région MENA, la désinformation est souvent instrumentalisée à des fins politiques, idéologiques ou sectaires. Les recherches menées par Frenkel (2021) et l'Oxford Internet Institute (2021) indiquent que des acteurs étatiques et non étatiques ont mené des campagnes coordonnées pour influencer l'opinion publique, délégitimer l'opposition ou déshumaniser des groupes entiers. Dans de tels contextes, la désinformation n'est pas un effet secondaire accidentel, mais une stratégie délibérée de contrôle.

La Tunisie illustre bien nombre de ces défis. Le rapport identifie comme principales vulnérabilités une combinaison de faible confiance dans les institutions, de déclin de l'indépendance des médias et de maîtrise limitée des médias. Selon le Baromètre arabe (2021), la confiance dans les médias officiels et la communication gouvernementale reste parmi les plus faibles de la région, ce qui crée un terrain fertile pour les rumeurs et la manipulation.

L'écosystème national de l'information reflète une tendance régionale plus large : discours polarisés, discours haineux, désinformation à motivation politique et absence de cadres cohérents de vérification des faits. Cependant, la Tunisie a également vu émerger des initiatives résilientes de la société civile, telles que Falso (TunisiaVsDisinfo.com), qui promeuvent la transparence et la vérification des faits dans la langue locale comme outils d'autonomisation civique. Cette dynamique souligne que la lutte contre la désinformation en Tunisie ne se limite pas à la vérification des contenus, mais qu'il s'agit d'un combat plus large visant à rétablir la confiance entre les citoyen. ne.s, les institutions et les médias. Sans cette confiance, les efforts de consolidation de la paix et de la démocratie restent fragiles.

Cependant, la recherche a également révélé d'importantes limites en matière de disponibilité des données et d'engagement universitaire. Les sources quantitatives et qualitatives sur la désinformation en Tunisie restent rares, fragmentées ou obsolètes. Peu d'institutions publiques ou d'universités ont mis en place des mécanismes de surveillance durables, et l'accès aux données

des plateformes est restreint. Ce manque d'infrastructures de recherche et d'intérêt institutionnel constitue un défi en soi, rendant difficile la mesure de l'impact réel de la désinformation et la conception d'interventions fondées sur des preuves.

Implications pour la consolidation de la paix

L'impact de la désinformation et de la mésinformation dépasse largement le domaine de la communication : il touche au cœur même de ce qui rend la paix possible. Lorsque les citoyen.ne.s ne partagent plus une compréhension commune de la réalité, la cohésion sociale s'affaiblit, la polarisation s'accentue et le dialogue devient presque impossible. La manipulation des discours peut attiser les tensions identitaires, justifier la violence et les discours haineux, et éroder la confiance dans les institutions démocratiques, autant de dynamiques qui sapent les efforts de consolidation de la paix à leur fondement.

Dans des contextes fragiles ou en transition comme celui de la Tunisie, la mésinformation et la désinformation sont à la fois un symptôme et un facteur d'instabilité. Elles prospèrent là où la confiance dans les institutions est faible et l'engagement civique fragile, exploitant les griefs existants et amplifiant les divisions sociales. La consolidation de la paix, traditionnellement axée sur la médiation, la gouvernance et la résolution des conflits, ne peut plus se permettre d'ignorer cette dimension numérique. La lutte contre la mésinformation doit devenir un pilier à part entière des stratégies de consolidation de la paix, et non une réflexion après coup.

Les jeunes, en particulier, sont au cœur de cette transformation. En tant que génération la plus active dans le domaine numérique, ils sont à la fois les principales cibles de la désinformation et les agents de changement les plus puissants. En leur donnant les moyens d'agir grâce à des connaissances, des outils et des plateformes favorisant un engagement numérique responsable, on les transforme de consommateurs passifs en artisans de la paix dans la sphère numérique.

En fin de compte, intégrer la lutte contre la désinformation dans les efforts de consolidation de la paix ne consiste pas seulement à protéger la vérité, mais aussi à rétablir les conditions nécessaires à la compréhension collective et à la coexistence. En renforçant l'esprit critique, la transparence et l'empathie dans les espaces numériques, les sociétés peuvent commencer à reconstruire la confiance sociale dont dépend toute paix durable.

Recommandations stratégiques

L'analyse aboutit à une conclusion claire : la lutte contre la désinformation nécessite des approches multidimensionnelles et des réponses structurelles aussi sophistiquées que le problème lui-même. Plutôt que des campagnes de sensibilisation à court terme ou des corrections réactives, la Tunisie et la région MENA dans son ensemble ont besoin de cadres durables combinant éducation, technologie et gouvernance. Voici quelques recommandations spécifiques :

- **Des programmes de littératie médiatique** qui permettent aux citoyen.ne.s, en particulier aux jeunes, de remettre en question les sources, de détecter la manipulation et de naviguer de manière responsable dans les espaces numériques.

Intégrer la pensée critique et la culture numérique dans les systèmes éducatifs nationaux, des écoles aux universités. Ces programmes devraient être élaborés en partenariat avec des journalistes et des psychologues locaux afin d'aider les élèves à comprendre les dimensions émotionnelles et cognitives de la désinformation. Les ateliers à court terme ne suffisent pas ; ce qu'il faut, c'est un programme scolaire institutionnalisé qui forme la prochaine génération de citoyen.ne.s numériques.

- **Créer des centres de contrôle intersectoriels**

  Créer des observatoires indépendants qui réunissent des chercheur.euse.s, des journalistes, la société civile et des vérificateurs de faits afin de surveiller les nouveaux modèles de désinformation. L'expérience de la Tunisie montre la nécessité d'une collecte et d'une analyse permanentes des données plutôt que de rapports ponctuels. Ces centres devraient avoir accès à des données anonymisées provenant des plateformes afin de permettre des réponses transparentes et fondées sur des preuves à la manipulation numérique.

- **Organiser des formations sur la sensibilisation et la résilience numériques** à l'intention des acteurs de la société civile, des journalistes et des éducateurs afin qu'ils puissent reconnaître les premiers signes d'une guerre de l'information. Différents outils concrets sont détaillés dans le rapport.

- **Mettre en place des initiatives collaboratives de vérification des faits** qui rassemblent les médias, les universités et la société civile afin de créer des écosystèmes d'information transparents.

- **Encourager la conception et la réglementation éthiques des systèmes d'IA et se joindre aux efforts régionaux et internationaux**

  Il s'agit notamment de garantir la transparence des algorithmes, de mettre en place des mesures de protection contre les deepfakes et d'inciter les entreprises technologiques à privilégier les contenus crédibles plutôt que les indicateurs d'engagement.

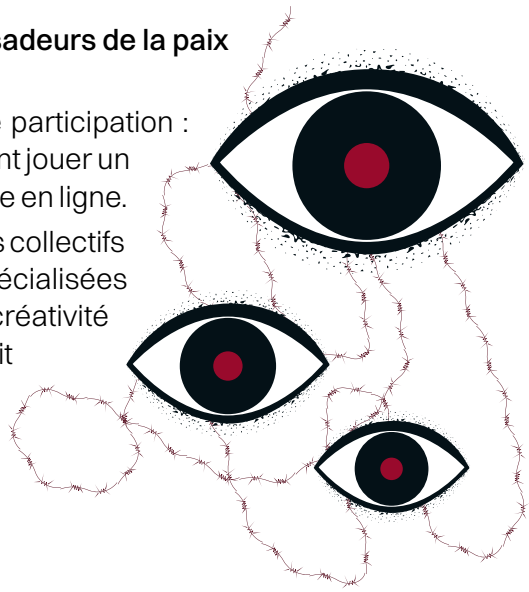
- **Renforcer la collaboration régionale et Sud-Sud et l'échange de méthodologies, de données et d'alertes rapides.**

  Des plateformes coordonnées pourraient considérablement améliorer la résilience régionale face aux campagnes à motivation politique.

- **Donner aux jeunes les moyens d'agir en tant qu'ambassadeurs de la paix numérique**

  L'engagement des jeunes doit aller au-delà de la simple participation : les jeunes créateur.rice.s, journalistes et militant.es peuvent jouer un rôle de premier plan dans le rétablissement de la confiance en ligne.

  Soutenir les projets médiatiques menés par des jeunes, les collectifs de contrôle et surveillance numériques et les start-ups spécialisées dans la vérification des faits permettrait de canaliser la créativité et la crédibilité là où la communication institutionnelle fait souvent défaut.

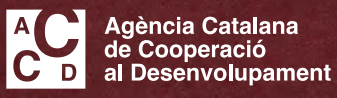


Le rapport complet et les sources sont disponibles sur le site web de Novact :

https://novact.org/en/publicacio/

Autrice : plateforme FalsoTN

Couverture et conception : Agence Shakti

Coordination : Institut Novact de Nonviolence

Cette publication a bénéficié du soutien de la Coopération catalane par l'intermédiaire de l'Agence catalane de coopération au développement (ACCD). Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement la position de l'ACCD.